

Management toxique à la rédaction de Polynésie la 1ère, malaise global sur la réforme de l'information Outre-mer.

Va-t-il falloir attendre un grave incident pour que la direction du pôle Outre-mer et celle de Polynésie la 1ère admettent qu'il y a un profond malaise à la rédaction de Polynésie la 1ère ?

Depuis des semaines et des mois, les journalistes subissent un management toxique de la part d'une DCI qui confond autorité et autoritarisme. Sous prétexte de « réforme de l'information », cette encadrante considère que pour elle et sa garde rapprochée, tout est permis, que les journalistes sont corvéables à l'infini, qu'il est normal de leur demander tout et n'importe quoi, sans tenir compte des règles du droit du travail en termes d'amplitude horaire, ni des règles élémentaires du bon sens journalistique : non, un journaliste ne peut pas travailler sur les quatre médias dans la même journée, c'est impossible, inopérant, stupide et contre-productif. Est-ce la logique de la fameuse réforme de l'info ? Si c'est le cas, c'est une dramatique erreur qui nous conduit droit dans le mur. Et nous n'en sommes pas loin.

Cette DCI use de méthodes anciennes et que nous pensions révolues : aucune transparence, de la pression individuelle, des « fais ça pour moi », « je te croyais de mon côté ». Du grand n'importe quoi, nuisible. Néfaste. Odieux. La déontologie élémentaire est foulée aux pieds, les conférences de rédaction sont de simples séances de distribution de sujets mal anticipés, les propositions des journalistes sont tantôt siphonnées sans vergogne, tantôt jetées dans le lagon sans plus de formalités. Il n'y a aucune anticipation, seulement des impulsions, du rattrapage de dernière minute, de l'improvisation...

Vis-à-vis de l'extérieur, elle se présente sans doute comme la bonne élève : elle fait croire que la rédaction de Polynésie la 1ère est exemplaire dans son travail « multi-supports », qu'elle-même a pris du recul, de la hauteur. La réalité n'est pas celle-là : nous subissons un management toxique, avec l'assentiment de la direction régionale qui pense sans doute que cette cadre « tient » sa rédaction.

Il est temps que le Pôle Outre-mer cesse de faire semblant d'ignorer les conséquences concrètes de cette réforme imposée dans la précipitation.

La CFDT exige la tenue urgente d'un point d'étape de la réforme de l'information à Polynésie la 1ère, en présence de la directrice exécutive et de son directeur de l'information du Pôle Outre-mer, des représentants du personnel et des encadrants locaux et que cet exercice de transparence soit mené sur chaque territoire ultramarin, afin que soient enfin entendues les réalités et les spécificités de chaque rédaction : Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon.

NOVEMBRE 2025

SUIVEZ-NOUS SUR



Instagram
Facebook







L'évaluation des effets de la réforme sur les conditions de travail, la qualité éditoriale, la santé et la motivation des équipes.

La remise à plat du dispositif "multi-supports", pour tenir compte des moyens humains et techniques réellement disponibles sur chaque site.

La garantie d'un management respectueux, fondé sur la confiance, la compétence et le dialogue, et non sur la peur et la pression.

Le respect strict du droit du travail et des accords collectifs, notamment en matière d'amplitudes horaires, de récupérations et de repos.

Enfin, l'ouverture immédiate d'un dialogue social loyal et régulier avec les représentants syndicaux, afin que les décisions ne soient plus prises sans concertation.

Parce que chaque rédaction ultramarine a son histoire, sa culture, ses contraintes, une réforme uniforme imposée d'en haut ne peut pas fonctionner.

La CFDT s'interroge également sur le rôle et la place singulière de la rédaction « ex-Malakoff ». Dans la logique de la réforme tout en ne l'étant pas. Au service des stations, tout en ne l'étant pas. Cette rédaction se sent aujourd'hui davantage désintégrée qu'intégrée dans le pôle Outre-mer. Et elle n'a surtout pas besoin d'être dissoute dans le grand maelstrom du siège parisien de France télévisions. Là encore, les personnels ressentent un énorme flottement managérial, pour ne pas dire une redoutable absence de ligne éditoriale et de courage managérial.

Ce point d'étape doit être l'occasion de remettre du sens, du respect et de l'équité dans la réforme de l'information du Pôle Outre-mer, aujourd'hui bien mal en point...

NOVEMBRE 2025

SUIVEZ-NOUS SUR







Vous souhaitez nous poser des questions ? Contactez-nous au : 01 56 22 88 21 - cfdtgroupe@francetv.fr